

L'ACCUSATEUR PUBLIC

On s'abonne :

Au bureau de la rédaction, rue Monsieur-le-Prince, 28.

PAR ALPHONSE ESQUIROS

PARAISANT LE DIMANCHE ET LE MERCREDI.

Paris : un an 5 fr. — Six mois 2 fr. 50.

Trois mois 1 fr. 25.

On trouve des nos de l'ACCUSATEUR PUBLIC ; chez BRY aîné, 21, rue des Mathurins Saint-Jacques, chez FOMBERTAUX, rue de l'Arbe-Sec 26, et au bureau de rédaction rue M. le Prince, 28.

Le journal demande des CRIEURS.

Paris, 14 Juin.

L'Accusateur Public sur la sellette.

Notre titre a soulevé quelques réprobations : c'est un bon signe. On n'attaque dans le monde que ce qui est viable.

Que disent nos détracteurs ? « L'Accusateur public, c'est un titre sombre ; cela sent 93 ; on se figure Fouquier-Thinville. »

Un mot de réponse s'il vous plaît, d'abord un titre n'a jamais de sens que celui qu'on veut bien lui donner. Ce rôle d'accusateur nous l'exerçons tous dans notre conscience ; oui, nous autres démocrates, nous sommes tous les accusateurs de la vieille société monarchique, les accusateurs du privilège, les accusateurs du riche et les défenseurs du pauvre.

Ceux qui renient cette mission ne sont point des nôtres ; qu'ils se retirent !

Mais, dit-on, il ne faut pas effrayer les esprits, déjà trop émus par les mille fantômes de la situation présente. — Effrayer ! Et pourquoi ? Nous venons au contraire rassurer les cœurs droits en leur annonçant la bonne nouvelle du salut social. Cette République dans laquelle tous les hommes doivent se rencontrer comme des frères sur le sein palpitant de leur mère, cette République là, dis-je, n'a rien de terrible que pour les intriguants ou les faibles, qui s'épouvantent du bonheur universel et du règne de la justice.

On agite bien autour de nos têtes un haillon de drapeau, que nos ennemis appellent la République rouge. Qu'entend-t-on par là ? Veut-on dire que nous teindrions nos idées dans le sang de nos adversaires ? Si c'est cela qu'on veut dire, on avance un atroce mensonge.

Les faits démentent hautement les intentions que font semblant de nous prêter la haine et la calomnie. Qui a détruit, le lendemain du 24 février, la peine de mort ? Ce n'est pas vous, c'est nous.

Pendant dix-huit années, les philosophes, les historiens, les journalistes, les hommes d'Etat, qui appartenaient au parti démocratique le plus avancé, n'ont cessé de réclamer l'abolition de la peine capitale. Ce sont eux qui ont tué moralement la guillotine. Si cet échafaudage de planches rouges s'est écroulé après la révolution de 1848, sous le mépris et l'indignation, cela vient de ce que les esprits avaient été atteints par la douceur et l'humanité de nos doctrines.

Que la bourgeoisie ne s'attribue pas l'honneur d'avoir supprimé le bourreau ; cet honneur appartient au peuple.

Sous le dernier règne, qu'est-ce qui se massait avec une avidité curieuse autour de l'échafaud politique ? Qu'est-ce qui transformait la place Saint-Jacques, le jour de l'exécution d'Alibaud, en un théâtre rempli de spectateurs ? Qu'est-ce qui payait les frais de cette tragédie lamentable ? — La classe riche, la classe bourgeoise. On y voyait plus de gants blancs que de mains ouvrières, plus de fracs que de blouses, plus de chapeaux que de casquettes. Mille lorgnons étaient braqués sur le lieu de la scène, sur le héros de cette triste journée. C'était ce public blasé qu'on rencontre aux Bouffes, à l'Opéra, au Cirque, autour de toutes les nouveautés et de toutes les représentations dramatiques, ce public auquel il faut des diversissements à tout prix, et qui, usé par l'habitude des excès, va ramasser ses émotions jusques dans le sang.

Qu'est-ce qui le lendemain de la fatale journée du

15 mai, redemandait l'échafaud par ses pétitions et ses clameurs ? Quest-ce qui poussait la main de la commission exécutive dans des voix farouches ? Qu'est-ce qui voulait mettre des têtes au bout des baïonnettes ? La classe propriétaire, la classe moyenne.

Disons-le donc froidement, il n'y a maintenant de sanguinaire que la réaction. C'est elle qui est rouge.

Il y a mieux : si demain vous releviez l'échafaud (et vous en viendrez là), c'est nous qui plus tard le détruirions de nouveau, c'est nous qui le brûlerions, à la face du ciel et de la terre ; c'est nous, qui en jetterions la cendre aux quatre vents du monde !

Il n'existe pas un seul parti en France, qui veuille se faire un piédestal de cadavres pour monter à la réalisation de ses idées ; ceux qui disent le contraire mentent trois fois. Ils savent la puissance de la frayeur sur les âmes vulgaires, et voilà pourquoi ils cherchent à nous mettre au front une sanglante auréole ; c'est un moyen de détourner les esprits de la lumière de nos principes. Cette pitoyable tactique trahit l'impuissance et la mauvaise foi de nos adversaires. Si nous n'avions pas de notre côté la justice et la vérité, ils n'auraient guère besoin de recourir à de tels subterfuges pour obscurcir nos destinées par des fantômes. Leurs calomnies accusent notre force.

Si un parti voulait régner sur des ruines, ce serait celui qui disait le soir du 15 mai : « Il faut en finir avec ces brigands ! »

Qu'on ne vienne donc plus nous jeter à la tête ces vieilles injures rétrospectives, dont le bon sens et la langue française s'offensent à juste titre. Depuis 60 ans qu'on nous accuse de boire le sang des aristocrates, nous aurions en vérité le droit d'être soûls de cette liqueur empoisonnée.

Nous ne voulons pas supprimer par le fer la bourgeoisie ; nous voulons seulement détruire ses privilèges.

Nous avons été patients sous l'outrage, patients jusqu'à la lie ; nous avons bu en silence le calice amer de la calomnie et de l'atrocité. Il est temps de retourner les rôles ; il est temps que les accusés deviennent accusateurs. On a épuisé contre nous toutes les formes du réquisitoire. Il n'est pas de mensonges qu'on n'ait inventés pour défigurer nos convictions. Nous ne rendrons pas à nos adversaires ce qu'ils nous ont prêté. Ils sont contraints de recourir à de fausses assertions pour nous voiler dans l'esprit des masses ; nous n'aurons besoin que de leur dire la vérité pour les faire rentrer dans le néant.

La politique des incidents.

Depuis que l'Assemblée Nationale existe, elle n'a traité que des questions de personnes.

Le citoyen Caussidière a-t-il ou n'a-t-il pas rempli les devoirs de sa charge dans la journée du 15 mai ? Incident.

Le citoyen Louis Blanc sera-t-il livré, oui ou non, aux mains de la magistrature de Louis-Philippe ? Incident.

Le citoyen Louis Bonaparte, sera-t-il admis à siéger sur les bancs de l'Assemblée Nationale, malgré le décret de bannissement qui l'a frappé en 1832 ? Incident.

N'est-il pas déplorable de voir un corps constituant, dans l'état de malaise et de confusion où se débattent maintenant toutes les existences privées, consumer son temps, ses discours et l'intérêt du pays, sur des discussions stériles. Au lieu de gouverner les événements, l'Assemblée Nationale vit au jour le jour sur les épisodes que lui fournit la circonstance.

Ce qui est le plus triste, c'est que chacune de ces personnalités mises en cause, coûte deux jours de discussion à la chambre, c'est-à-dire 45 mille francs au pays.

Statistique de la réaction.

Le premier et le second arrondissement sont de tous les arrondissements de Paris ceux qui ont fourni le plus de voix à M. Thiers ; donc, les habitants se montrent les plus animés contre les républicains, et où l'esprit royaliste est passé à l'état de maladie chronique. Si l'on interroge maintenant le caractère de la population qui couvrent les deux arrondissements, on arrive aisément à reconnaître que c'est le plus immoral de tous les quartiers de la grande ville. La disette du numéraire a porté un coup mortel à certaines professions équivoques. Les lorettes surtout se trouvent aujourd'hui fort dépourvues ; pas le moindre banquier, ni le moindre agent de change à séduire. Ces demoiselles en veulent de tout leur joli cœur à cette maudite révolution de 1848, qui les a privées de l'essaim brillant de leurs habitués. Angés déchues, reines déchues ! Elles ont vu leur cour s'en aller avec celle du vieux roi.

Or, les lorettes font la fortune ou la ruine de Paris qu'elles habitent. Tout le monde sait à quelles dépenses folles et scandaleuses se livrent ces créatures prodigieuses. Le commerce de luxe n'existe guère que par elles. Les fournisseurs de la Chaussée-d'Antin comptent sur la prospérité de ces filles du Hasard, pour entretenir leur boutique. La plupart des riches bourgeois, appelés par leur condition à juger devant les tribunaux les questions délicates d'honneur et de probité, vivent régulièrement des fruits du marchandage et de la débauche. Otez leur cette ressource impure, leur industrie tombe et se flétrit d'elle-même.

Les négociants des quartiers où brille l'opulence, passent avec les femmes de théâtre ou de boudoir des marchés à terme, marchés téméraires et aléatoires, mais dont ils s'arrangent de manière à retirer de grands avantages, par l'élévation du prix des marchandises. Ce commerce-là, c'est une immoralité, c'est un vol. Comment les bourgeois s'excuseront-ils ensuite de participer à la mauvaise conduite de ces femmes qu'ils encouragent par leurs avances. Les fournisseurs ont tous un intérêt direct à voir ces brillantes malheureuses faire, comme ils disent, beaucoup d'affaires. Ils sont de moitié avec elles dans les pertes et dans les bénéfices, quel commerce ! On appelle quelquefois le luxe une fleur de la civilisation ; soit, mais c'est une fleur qui croît le plus souvent dans du fumier.

Ce trafic appuyé sur l'immoralité d'autrui n'empêche pas les bourgeois de se croire les plus vertueux de la terre, tant le régime de concurrence sous lequel nous vivons, a confondu le bien et le mal dans les alternatives du succès. Le bien c'est de faire fortune ; le mal, c'est de ne point réussir. Le négociant qui gagne beaucoup d'argent, s'assure outre les jouissances de la vie, la réputation d'honnête homme ; peu importe la source dans laquelle il puise les moyens de satisfaire à ses engagements. Or, la moitié du commerce de Paris, j'entends surtout le commerce de luxe, ne fait honneur à sa parole que par le déshonneur des femmes qui trahissent chaque jour et à chaque heure leurs serment d'amours.

Qu'on se figure maintenant la colère des boutiquiers du 1^{er} et du 2^e arrondissement, contre ces scélérats de démocrates ! La victoire du peuple a été la défaite de leur industrie somptuaire ; le 24 février est leur Waterloo. La rareté, ou pour mieux dire, la frayeur subite du numéraire a tout-à-coup réformé les mœurs, en dispersant ces papillons de la banque qui voltigeaient autour des fleurs banales du quartier. Vous voyez donc bien que la République est une grande coupable ! On ne peut néanmoins s'en prendre à elle ; on est forcé jusqu'à nouvel ordre de la subir ; mais, on s'en prend aux républicains. Voilà les boucs émissaires de la situation politique. Qu'on en finisse avec eux !

J'oubliais les nombreuses connaissances de ces dames, hommes sans nom, sans industrie avouable, qui vivent en seconde main de la débauche. Ils se mettent de moitié avec le bourgeois pour marcher sous

l'étendard de l'ordre public. Toutes ces immoralités, toutes ces colères, toutes ces industries frustrées imputent aux démocrates les désagréments qui les atteignent. De là une haine vigoureuse et intéressée contre les perturbateurs. L'émeute est pour eux une ombre de la Révolution; ils la poursuivent absente; ils la cherchent pour se venger du 24 février et de la République.

La lutte de la démocratie contre le privilège bourgeois, c'est le combat de la justice et de la morale contre le parasitisme du vice et de la débauche.

Correspondance de l'Accusateur Public.

Nous extrayons le passage suivant d'une lettre d'Eugène Sue: « Plus que jamais (n'est-il pas, hélas! trop tard), les républicains sincères sont nécessaires, car du train dont vont les choses, la cause humaine parlant, me semble compromise, mais providentiellement, non. L'heure est venue, rien ne peut arrêter la marche de l'idée, seulement on peut lui faire une station dans des flots de sang; et c'est là où tendent par ignorance ou par une horrible arrière-pensée tous les réactionnaires. Ah! cela est triste, triste. Mais nos pères en ont bien vu d'autres, et nous avons recueilli leur glorieux héritage. A notre tour maintenant. La génération suivante jouira du sacrifice. »

Ce n'est pas un médiocre symptôme de succès pour les idées sociales, que de voir un esprit éminent comme l'auteur des *Mystères de Paris*, condamner les projets sinistres de la réaction et s'élancer par l'espérance vers la moisson de nos idées. Quand une situation politique a contre elle les hommes d'esprit et de cœur, cette situation est jugée.

La révolution de 1848 a été une victoire de la force morale sur la force matérielle.

C'était un devoir pour le gouvernement issu de cette révolution de conserver le caractère de son origine. En effet, le premier acte de la République fut de renvoyer les troupes de Paris. L'idée venait de vaincre; c'était bien le moins qu'elle assurât la conquête par l'éloignement de ces baïonnettes fatales qu'on tourne et retourne si aisément dans les mains du soldat. Il faut maintenant le dire, c'était un piège. La réaction massait sourdement autour de Paris ces régiments que nous avons vu apparaître le 15 mai. Aujourd'hui on use de nouveau, on abuse de cette force armée qu'on faisait semblant de pousser vers la frontière. La paix de Louis-Philippe, cette paix que vous savez, égoïste et honteuse, fait refluer de nouveau sur Paris la guerre intérieure. On se demande comment M. Delamartine qui a si souvent écrit et parlé contre les envahissements de la puissance militaire, souffre ce qui se passe sous nos yeux. Il est juste de dire pour excuse que les hommes de la commission exécutive ne sont déjà plus les maîtres. La garde bourgeoise mène l'assemblée nationale, l'assemblée nationale mène la commission exécutive: la queue mène la tête. O anarchie!

Louis Bonaparte.

Encore une journée comme celles que nous venons de traverser, et c'en est fait de l'honneur national. On n'a jamais vu une population si émue dans le vide, une autorité si maladroite, un ordre public si effrayé, une absence si complète de direction morale. Pour comble de surprise voici l'Assemblée, qui sous prétexte de maintenir le décret de bannissement contre M. Louis Bonaparte, se fait complice des projets de ce nouveau candidat à la couronne de France.

Complice! et comment? — D'abord ce qui fait en ce moment la force apparente de M. Louis Bonaparte, c'est la nullité des pouvoirs qui s'étaient chargés de constituer la Révolution de février. La silhouette du prétendant se détache dans un fond gris, qui lui donne un certain relief. Son prestige, c'est l'impuissance des hommes qui font aujourd'hui semblant de gouverner. Si la commission exécutive avait marché résolument dans la voie du progrès démocratique; si l'Assemblée Nationale avait assuré par des mesures énergiques le triomphe du droit et la défaite du privilège; si la réaction était partout écrasée, la Révolution partout dominante; si la République transformait en elle toutes les inégalités sociales; si les républicains étaient aux affaires, au lieu d'être au donjon de Vincennes, la France n'aurait jamais songé à M. Louis Bonaparte.

Lorsque je vois des prétendants s'agiter autour d'un trône qu'on veut relever par la guerre civile, je me demande ce que le peuple a fait depuis trois mois, de sa souveraineté. Si la place de cette souveraineté légitime était gardée par des hommes justes et capables, nous ne verrions pas des ambitions privées, des ambitions subalternes, se ruier à l'assaut d'une position

prise. C'est parce que la place est vide; c'est parce que le peuple est refoulé dans le silence et dans l'inaction, que des aventuriers cherchent à lui dérober ses droits. La politique de réaction et d'inertie a fait la candidature de M. Louis Bonaparte; elle fera bientôt celles de M. Joinville et de M. de Chambord.

Non contente d'aider par ses incertitudes et ses faiblesses à l'avènement de M. Louis Bonaparte, la commission exécutive a commis une faute énorme, en voulant l'exclure de l'Assemblée Nationale. C'est désigner les hommes à la dictature que de les vouer à la proscription. L'ostracisme, comme le cachot, comme tous les genres de persécution, n'a jamais fait que grandir les victimes dans l'opinion publique.

Et puis quelle logique dans tous vos actes! Vous avez, il y a trois semaines, avancé que le suffrage universel était l'expression de la souveraineté du peuple; donc à vos yeux, ce suffrage est infailible, donc vous n'avez pas même le droit de le contrôler. Ayez au moins le courage et la sincérité de vos doctrines. Ce M. Louis Bonaparte; c'est votre Souverain qui vous l'envoie. De quel droit lui fermez-vous l'entrée de la Représentation Nationale?

Vous avez eu connaissance du travail des élections; vous avez su que le nom de Louis Bonaparte était porté sur les listes; pourquoi n'avez-vous pas combattu sa candidature? Ou vous avez de l'influence et alors il fallait vous en servir, ou vous n'en avez pas et, dans ce cas, vous n'êtes plus le gouvernement de la nation.

En prévenant l'élection d'un homme que vous jugez dangereux pour les libertés démocratiques, vous auriez fait acte de sagesse et de puissance; vous auriez évité le piège où vous êtes tombé. Aujourd'hui votre position est fautive et misérable. Après avoir fait du vote universel le dogme fondamental de votre République, vous entachez ce vote d'un soupçon injurieux. Vous venez dire à votre Souverain: « Tu t'es trompé; ton choix ne vaut rien; ce Bonaparte-là est un banni, un étranger. Nous n'en voulons pas. »

A quoi le peuple pourrait très-bien répondre: « Ce décret de bannissement que vous m'opposez, moi, Souverain, je l'ai cassé par mon vote. Il existe une loi, dites-vous; j'en ai détruit bien d'autres, des lois! C'est votre faute. Pourquoi les avez-vous faites sans me consulter? »

Il est évident que le pouvoir marche d'inconséquences en inconséquences. Nous le voyons tourner et retourner les principes comme un vêtement qu'il ajuste à la circonstance. La vérité est que le sol tremble sous chacun de ses pas. Il se confie tantôt à la réaction pour s'appuyer contre la démocratie, tantôt à la démocratie pour s'appuyer contre la réaction; il ne rencontrera des deux côtés que l'indifférence et l'isolement.

La peur.

On n'a pas d'idée des progrès que fait cette maladie dans la population bourgeoise.

« Le prince Louis est ici où il est là! » Aussitôt les femmes de s'évanouir, les boutiquiers tremblants de courir aux armes. Ces bouillants guerriers s'avancent, tambour en tête, enseigne déployée, au-devant de l'émeute. — Où est-il? — Toute vérification faite, il se trouve que le prince Louis n'est nulle part.

La veille, même alerte, même terreur. Le donjon de Vincennes n'a pas assez de ses fossés, de ses remparts, de ses canons, de ses obus, de sa garnison d'hommes et de chevaux, de la garde nationale de la banlieue, pour se défendre contre un banquet d'ouvriers qui n'avait pas lieu ce jour-là.

Il semble que nous touchions aux terreurs du dernier jugement. Les riches tremblent comme des feuilles agitées par le vent du soir. C'est à qui s'ensevelira avec son trésor dans les entrailles de la terre, pour éviter la colère future du peuple. — Hé, mon Dieu! ne vous troublez pas ainsi; le peuple est plus généreux que vous; il ne demande pas votre sang ni votre or; il demande que vous lui laissiez la substance de son travail.

Cette panique incessante est un signe de décomposition: la classe moyenne est frappée de ce saisissement qui prélude chez l'homme à la cessation de la vie, et chez les races à la perte de l'existence politique.

Physionomie des événements.

Paris est encore sous les armes. On se demande si l'étranger est à nos portes, ou si le feu est à la ville? Ni l'un ni l'autre; le tambour bat, on s'arme, on court, aujourd'hui pour un banquet, demain pour un député ou pour une fête nationale, c'est une monomanie. Bientôt on ne pourra plus dîner qu'au cliquetis des armes

et au grondement du canon. On vous invite à un banquet fraternel, et l'on vous reçoit armé jusqu'aux dents. Le peuple nomme un député, il en a le droit; mais il paraît qu'il lui faudrait la force armée pour le placer à la chambre. Qu'est-ce donc que l'élection universelle? Est-ce que les bons bourgeois auraient imaginé de voter simplement pour le plaisir de jeter un petit papier dans l'urne, ou le gouvernement présent est-il seulement censé prendre l'avis de tout le monde. Notre ville est une place forte, nous sommes tous soldats, nos canons sont braqués, nos mains sont noires de poudre. Mais où sont donc les ennemis? d'où vient cette terreur panique. D'honnêtes citoyens font-ils le soir une partie de dominos, c'est un club. Deux personnes causent de leurs affaires sur le trottoir, c'est un attroupement. Les fêtes publiques ne sont plus que des revues. On fraternise à coup de crosse de fusils; c'est une nouvelle manière. En attendant le bourgeois se plaint du tumulte qu'il fait lui-même, des affaires qu'il empêche d'aller. Mais honnêtes bourgeois, restez donc à votre commerce, rentrez dans vos ménages; renoncez à cette fièvre guerrière qui vous rend si ridicules.

Delamartine s'est défendu d'avoir conspiré avec Blanqui et Raspail; la justification était inutile: cet homme d'état est trop courtisan du succès pour se risquer dans des circonstances périlleuses.

« J'ai conspiré, dit-il, avec eux comme le paratonnerre conspire avec la foudre. » Ce qui voudrait dire: je les ai attirés à moi pour les perdre.

On sait en effet que le paratonnerre trompe quelques instants la foudre captivée par la force de l'aimant et finit par l'éteindre au fond du gouffre.

Delamartine se flatte: Raspail et Blanqui, nous en sommes certains, n'auraient point suivi le courant magnétique d'une nature aussi mobile, aussi douteuse, aussi suspecte d'attachement à la monarchie.

Si c'est une figure de rhétorique elle est mauvaise; si c'est une insinuation, elle est perfide.

Et puis, que signifie cette note de conspirateurs jeté sur les prévenus de Vincennes, dans un moment où tout le monde sait qu'il n'y a pas eu complot? Ce M. Delamartine, si sensible dans ses livres, devrait plutôt se souvenir de son caractère de poète, pour adoucir les rigueurs d'une captivité sans exemple sous aucun régime. L'histoire sera sévère pour lui comme il l'a été pour les hommes de la terreur.

Vous avez dit, M. Delamartine, dans votre roman des Girondins, les royales infortunes du Temple. A soixante ans de distance, après un demi-siècle de civilisation et d'adoucissement des mœurs, les cachots de Vincennes ont vu renouveler les traitements de la barbarie contre des républicains qui ont été les précurseurs de la République.

Adèle ESQUIROS.

Depuis quelques jours des préparatifs menaçants se faisaient en grande hâte dans le fort de Vincennes, toutes les vieilles petites pièces de parade, telles que coulevrines, canons de quatre, éparses çà et là sur les remparts avaient été retirées. Les artilleurs exécutaient des travaux de terrassement et construisaient des plate-formes en planches et madriers devant chaque embrasure.

Dans les journées de vendredi et samedi, des canons et obusiers de fort calibre ont été mis en batterie sur toutes les plate-formes préparées. Des caissons de gargousses sont répartis près de chaque pièce.

Tout le long des remparts, on a dressé des tentes de campagne où les soldats d'artillerie ont passé la nuit de samedi à dimanche.

Dimanche 14, entre huit et neuf heures du matin, sur un signal donné, les canonniers ont couru à leurs pièces, et se sont rangés, six servant autour de chaque bouche à feu, trois d'un côté, trois de l'autre, refouloir en mains et dans le plus profond silence, comme à l'instant d'une bataille.

Vincennes étaient prêts à vomir l'incendie et la mort sur le faubourg Saint-Antoine.

Cette alerte n'a pas eu de suites. Mais elle s'est renouvelée dans la journée. Le cri: aux armes! a retenti et les artilleurs sont accourus à leurs pièces une seconde fois.

Dans ce moment, la grosse artillerie est toujours braquée aux embrasures; les tentes sont dressées, et la troupe y bivouaque. Sur un geste Paris peut être couvert de boulets et d'obus.

Alph. ESQUIROS.

Paris. — Imp. de LACOUR, rue Saint-Hyacinthe-St-Michel, 33.